



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINNE

Octobre 2011



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

REPERES : LE SECTEUR DE LA FORMATION AU BRÉSIL	4
AMÉRIQUE LATINE	5
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>5</i>
L'évolution de la liberté économique régionale	5
Trop de dépendances aux matières premières	7
ARGENTINE	8
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>9</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>10</i>
Les dilemmes de l'héritage économique présidentiel	10
La fuite des capitaux s'accélère	10
Moins de fusions-acquisitions.....	10
Salaires industriels plus élevés qu'au Brésil.....	11
Partage de richesse	11
BRÉSIL.....	12
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>13</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>14</i>
Ironie de l'Histoire.....	14
Pour un « Brésil plus grand »	14
Malgré la baisse du réal, le pays reste cher.....	14
Taux d'intérêt en baisse	15
Commerce extérieur record pour l'État <i>fluminense</i>	15
CHILI.....	16
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>17</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>18</i>
La crise estudiantine persiste	18
OCDE : le pays parmi les leaders de la croissance	18
Le marché asiatique comme premier débouché	18
COLOMBIE	19
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	<i>20</i>
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	<i>21</i>
Création d'entreprises en hausse à Bogotá.....	21
Exportations estivales au plus haut.....	21
Production industrielle en croissance, mais.....	21

MEXIQUE	22
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	23
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	24
Ralentissement des exportations en août	24
Zoom sur l'efficacité des achats publics des États	24
URUGUAY	25
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	26
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	27
Croissance trimestrielle moins forte	27
Pouvoir d'achat de nouveau en hausse	27

REPERES : LE SECTEUR DE LA FORMATION AU BRÉSIL

En même temps que la Présidence du Brésil publie son programme (voir plus bas) où la formation est l'une des priorités, des groupes du secteur poursuivent leur développement *via* des acquisitions ou l'utilisation de réseaux sociaux :

- **Grupo Multi** a déboursé **5,7 millions de dollars** dans la mise en place d'un réseau social adressé à des personnes intéressés d'améliorer leurs connaissances de la langue anglaise. Le site, nommé **WeSpeak.com**, propose des exercices interactifs avec des membres du réseau. Grupo Multi, qui détient les marques **Wizard** et **Yázigi**, prévoit d'atteindre le million d'abonnés d'ici la fin 2011. En 2012 est prévu le lancement d'un site dédié à la langue espagnole ;

- **Anhanguera Educacional Participações** a procédé en septembre au plus grand investissement dans le secteur de la formation-enseignement avec l'achat de l'**Universidade Bandeirante de São Paulo** en investissant **290 millions de dollars**. Avec cette opération, Anhanguera se place parmi les trois premiers groupes mondiaux du secteur. L'université compte 54 700 élèves, 13 campus (10 dans l'État de São Paulo, deux dans le Paraná et un dans le Santa Catarina). Au total, Anhanguera représentera 400 000 élèves et 70 campus, devenant ainsi la plus grande institution d'enseignement du pays. L'objectif du groupe est d'atteindre le million d'élèves en 2014-2015 ;

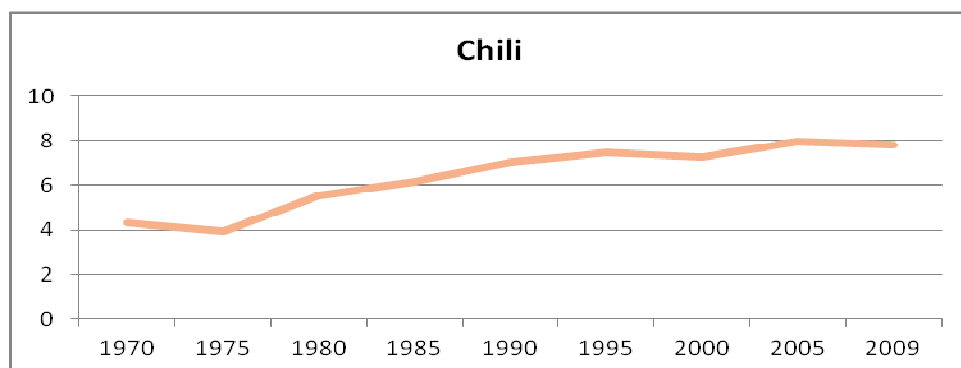
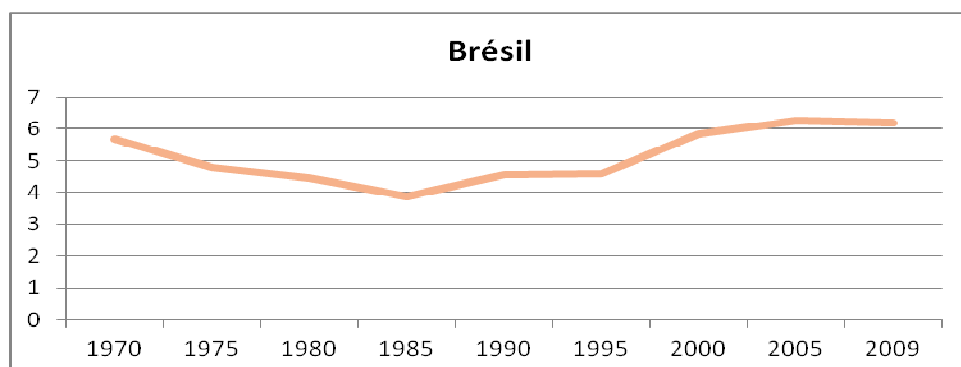
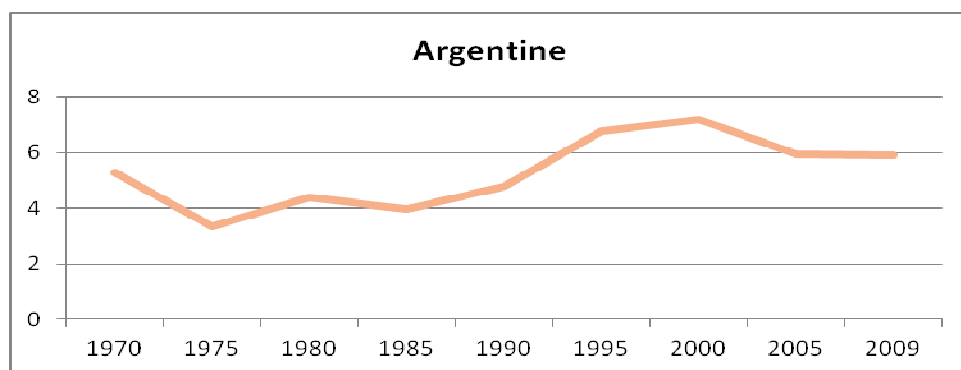
- **Abril Educação** a pris le contrôle de **Maxiprint** pour **24,4 millions de dollars**. Le groupe développe des systèmes d'enseignement tournés vers l'éducation des enfants, des adultes ainsi que des « prépas » pour l'entrée à l'université. Cette opération permet à Abril Educação d'atteindre les 85 000 élèves faisant partie des 343 écoles du « système Maxi d'enseignement » (le groupe est déjà propriétaire des systèmes Anglo et Ser).

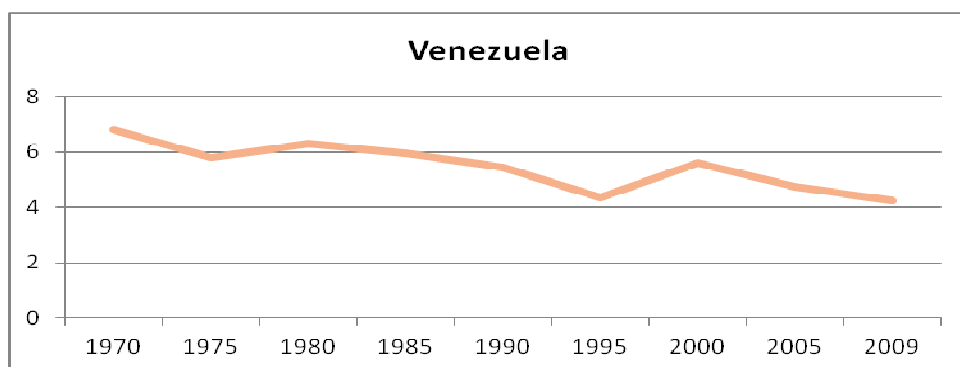
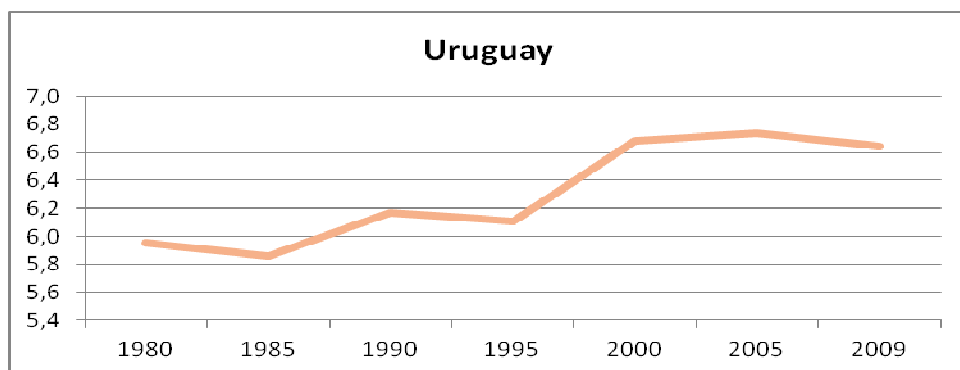
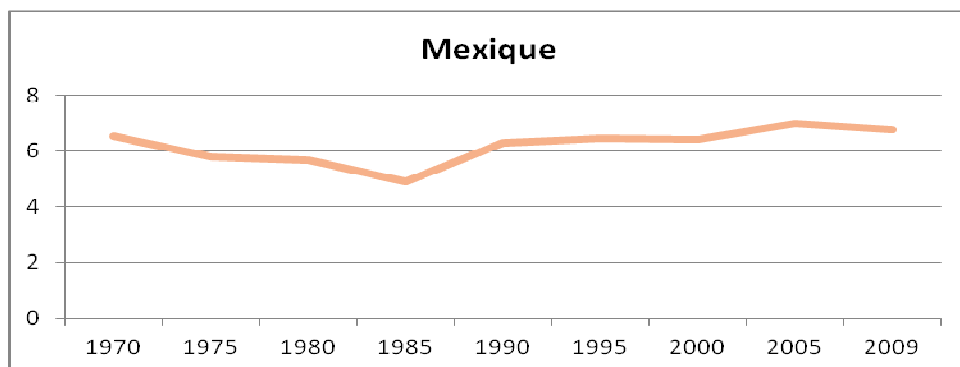
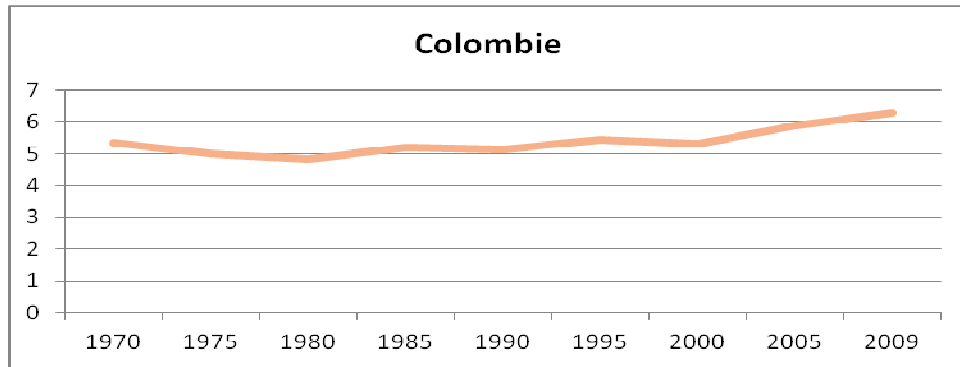
AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

L'évolution de la liberté économique régionale

Comme chaque année, l'institut canadien Fraser publie son rapport sur l'état de la liberté économique des pays de la planète. L'indice, qui va d'une échelle de 0 à 10, prend en compte des critères tels que la qualité du système juridique, la défense de la propriété intellectuelle, la facilité à faire des affaires au niveau international, la régulation du marché du crédit, du travail, etc.





Trop de dépendances aux matières premières

Après des décennies moroses, l'Amérique latine cumule actuellement huit années de croissance poussée par le cours des matières premières. Cependant, le **Fonds monétaire international** a alerté sur les risques d'une dépendance trop forte à ces matières premières, accentuée par la persistante demande asiatique en pétrole, cuivre, acier et denrées alimentaires.

En effet, globalement les exportations de matières premières représentent actuellement 10% du PIB des pays de la région contre 6% en 1970. Ainsi, bien que le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay aient fait des efforts pour diversifier leurs exportations, les matières premières représentent 60% des exportations totales. Plus particulièrement, au Venezuela, le pétrole représente 95 des 100 dollars exportés.

Le principal danger reste toujours la volatilité des marchés des matières premières : une forte chute entraînerait la dégringolade des revenus.

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 40,1M d'hab.

Densité de population 14,36 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		280,9	300,0	313,8
PIB (Δ %)		9,2	6,8	4,6
PIB/hab. (\$)		7 005	7 481	7 825
Taux d'intérêt court* (%)		11,45	11,45	Nd
Taux d'inflation (Δ %)		25,0	25,0	Nd
Taux de chômage* (%)		7,4	7,3	Nd
Solde commercial (Md\$)		12,9	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		52,0	52,5	52,5
Dettes extérieures* (Md\$)		123,8	164,3	Nd
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,98	Nd	
	/EUR	5,26	Nd	

*Dernière donnée connue | ***Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Les dilemmes de l'héritage économique présidentiel

La Présidente Cristina Fernández de Kirchner, 58 ans, est assurée d'être réélue lors du scrutin présidentiel du 23 octobre. L'évolution de la crise internationale met le pays dans une situation plutôt favorable, bien que l'Argentine ne soit pas totalement « blindée » face aux retombées de la crise actuelle. En tout cas, dans des périodes d'instabilité, le fait d'avoir un niveau d'endettement d'environ 17% du PIB constitue déjà un élément très positif.

Parmi les problèmes prioritaires du prochain gouvernement figure celui de la fuite des capitaux (voir plus bas) et du taux de change du peso/dollar qui devrait rester stable jusqu'aux élections et même au-delà. Bref, l'actuel contexte économique, fruit de l'action gouvernementale, devrait subir pas mal de retouches pour l'adapter à la réalité du pays et à son environnement international.

PS : la période présidentielle qui s'achève s'est caractérisée par une politique d'épargne de devises (en bref, le gouvernement a décidé que toute entreprise qui ne produit et n'investit pas aura de grandes difficultés à importer) et le besoin d'importer des produits clés comme le gaz, le pétrole, l'essence, etc.

La fuite des capitaux s'accélère

Dans le contexte de crise financière internationale, la fuite de capitaux représente un risque majeur en Argentine. Ainsi, pour toute l'année 2011, près de **22 milliards de dollars** devraient quitter le pays, ce qui le priverait de précieuses devises en 2012.

Par ailleurs, la crise mondiale pourrait toucher le pays de trois façons : baisse de la demande de produits argentins, chute des prix des matières premières et davantage d'obstacles pour l'accès gouvernemental aux financements internationaux.

Moins de fusions-acquisitions

Bien que le nombre des opérations de fusions-acquisitions soit passé de 22 à **23** sur douze mois, au cours du premier semestre 2011 leur valeur a diminué de **25%**.

Dans la même période, le nombre d'opérations en Amérique latine a bondi de **19%**, atteignant une valeur globale de **54 milliards de dollars**.

Salaires industriels plus élevés qu'au Brésil

Avec la dévaluation du réal brésilien, les salaires payés par le secteur industriel argentin en septembre dernier ont été 42% plus élevés que ceux de son voisin. Si la dépréciation du réal s'accroît, la différence pourrait atteindre 47% en décembre prochain.

Partage de richesse

Au deuxième trimestre de 2011, la distribution des revenus s'est améliorée par rapport au même trimestre 2010, parvenant au meilleur niveau depuis 2003. Cependant, 10% des foyers les plus riches du pays a concentré 28,4% des revenus contre 1,8% pour les 10% d'argentins les plus pauvres.

Au total, la moyenne des revenus mensuels les plus élevés est de 3 300 dollars contre 213 dollars pour les plus bas.

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 190,7M d'hab.

Densité de population 22,40 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Dilma Vana Rousseff (2011-2014)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		1 531,2	1 589,4	1 657,7
PIB (Δ %)		7,5	3,8	4,3
PIB/hab. (\$)		8 029	8 335	8 693
Taux d'intérêt court* (%)		10,75	12,50	Nd
Taux d'inflation (Δ %)		5,9	6,2	5,2
Taux de chômage* (%)		6,7	6,4	Nd
Solde commercial (Md\$)		20,3	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		289,1	350,9	Nd
Dettes extérieures* (Md\$)		247,1	247,1	Nd
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	1,67	Nd	
	/EUR	2,21	Nd	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

Ironie de l'Histoire

La récente visite à Bruxelles de la Présidente brésilienne **Dilma Rousseff** à l'occasion du sommet Union européenne-Brésil est un symbole de changement d'ère de l'économie mondiale. En effet, voilà qu'un pays dit « émergent » propose son aide financière à une Europe embourbée dans la crise des dettes publiques.

Cette démarche est significative quand on pense qu'il n'y a pas si longtemps, des pays comme le Mexique, l'Argentine et le Brésil étaient obligés d'accepter de sévères programmes de « redressement » élaborés par ceux qui connaissent aujourd'hui les mêmes – ou plus graves – difficultés.

Pour un « Brésil plus grand »

Début août, la Présidente **Dilma Rousseff** a lancé le plan **Brasil Maior** (« Brésil plus grand ») pour la période 2011-2014, destiné essentiellement à assister les secteurs productifs afin de les rendre plus compétitifs (plus d'innovation et plus de valeur ajoutée).

Ainsi, les objectifs recherchés sont de concurrencer les marchés locaux, conquérir le leadership technologique dans des secteurs stratégiques et internationaliser les entreprises. Pour y parvenir, le plan prévoit de « protéger » l'industrie brésilienne et d'investir dans la formation de la main d'œuvre. Le tout sera accompagné par des aides fiscales et des crédits totalisant 16 milliards de dollars.

Malgré la baisse du réal, le pays reste cher

La dévaluation du réal au cours des dernières semaines n'a pas été suffisante pour retirer le Brésil de la liste des pays les plus chers en termes de coût de la vie.

Le panier composé de 30 produits qui vont de la pomme de terre à l'automobile est en moyenne 30% plus cher par rapport à celui d'autres marchés émergents ou développés. Par ailleurs, la fiscalité qui pèse sur les entreprises provoque une forte perte de compétitivité pour les fabricants.

Taux d'intérêt en baisse

Selon l'Association nationale des cadres financiers, administratifs et comptables (ANEFAC), le taux des crédits ont reculé : le **taux moyen mensuel** des crédits personnels est passé de 6,75% en août à **6,69%** en septembre, soit le niveau le plus bas depuis 1995. En revanche, le taux des cartes de crédit est resté stable à 10,69% mensuels.

Les réductions des taux obéissent à un contexte économique favorable, à une offre de crédit plus large de crédits et à la baisse du taux de base SELIC.

Commerce extérieur record pour l'État *fluminense*

Durant les huit premiers mois de 2011, le montant total des exportations de l'État de Rio de Janeiro s'est élevé à **20,1 milliards de dollars**, chiffre inédit, supérieur au montant de l'ensemble de l'année 2010.

Par ailleurs, sur ces huit mois, le solde commercial de l'État *fluminense* s'est chiffré à **7,6 milliards de dollars**, soit le troisième excédent du pays derrière ceux des États de Minas Gerais et du Pará.

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Miguel Juan Sebastián Piñera Echenique (2010-2014)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		145,3	154,7	162,3
PIB (Δ %)		5,2	6,5	4,9
PIB/hab. (\$)		8 753	9 319	9 777
Taux d'intérêt court* (%)		3,0	5,25	Nd
Taux d'inflation (Δ %)		3,0	7,5	Nd
Taux de chômage* (%)		7,6	7,0	Nd
Solde commercial (Md\$)		12,1	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		26,1	26,1	Nd
Dettes extérieures* (Md\$)		76,0	76,0	Nd
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	468	Nd	
	/EUR	612	Nd	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

La crise estudiantine persiste

Les étudiants qui avait provoqué une baisse considérable de la popularité de la Présidente **Bachelet** sont à nouveau sur les rues des principales villes du pays, et ce sans aucun lien avec les protestations des « indignés » à travers le monde.

Malgré les rencontres avec le Président **Piñera** et les annonces en faveur du secteur de l'éducation, les dirigeants des organisations étudiantes réclament toujours des réformes qui assurent une éducation gratuite et de qualité.

Ainsi, l'annonce d'une forte hausse du budget accordé en 2012 à l'éducation, **11,6 milliards de dollars**, soit **7,2%** de plus qu'en 2011, n'a pas empêché que les organisations étudiantes aient abandonné les négociations avec le gouvernement et appelé à poursuivre les manifestations.

OCDE : le pays parmi les leaders de la croissance

Selon le **Fonds monétaire international**, l'économie chilienne enregistrerait une croissance de **6,5%** en 2011 et de **4,7%** en 2012. Avec ces taux, le pays serait en tête en termes de taux de croissance parmi les pays de l'**OCDE**.

Le PIB par habitant, corrigé selon la parité du pouvoir d'achat, atteindrait **16 172 dollars** dépassant ainsi celui du Mexique.

Par ailleurs, les prévisions de l'inflation en 2011 tablent sur un taux de **3,1%**.

Le marché asiatique comme premier débouché

Selon les données de la Banque centrale, lors du premier semestre de 2011 l'Asie est devenue la première zone importatrice de produits chiliens (cuivre notamment) avec **18,3 milliards de dollars d'achats** (44% du total), contre 17 milliards de dollars pour les marchés US, européen et du Mercosur réunis (41%).

PS : en septembre dernier, les exportations ont reculé de **3,1%** sur douze mois contre une hausse de **30,7%** des importations. La baisse est due au recul des prix du cuivre qui enregistre une baisse interannuelle de **22,3%**. Au total, entre janvier et septembre, le pays a réussi à dégager un excédent commercial de **10 milliards de dollars** (11,44 milliards de dollars en janvier-septembre 2010).

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 46,0M d'hab.

Densité de population 39,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Juan Manuel Santos Calderón (2010-2014)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		184,9	194,5	204,8
PIB (Δ %)		4,3	5,2	5,3
PIB/hab. (\$)		4 055	4 266	4 492
Taux d'intérêt court* (%)		3,0	4,50	Nd
Taux d'inflation (Δ %)		3,2	3,2	Nd
Taux de chômage* (%)		10,2	10,1	Nd
Solde commercial (Md\$)		1,86	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		28,4	28,4	Nd
Dettes extérieures* (Md\$)		61,1	68,9	Nd
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	1 914	Nd	
	/EUR	2 585	Nd	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Création d'entreprises en hausse à Bogotá

Entre mars et août derniers, **40 512** entreprises ont été créées dans la capitale colombienne, soit une croissance de **30%** par rapport à mars-août 2010 (+9,6% en moyenne au niveau national).

41% de ces nouvelles entreprises appartiennent au secteur des services, 38% au secteur du commerce et 13% à l'industrie.

Exportations estivales au plus haut

Les statistiques officielles du **DIAN** ont enregistré pour le mois d'août dernier un montant des exportations mensuelles de **4,91 milliards de dollars**, chiffre supérieur de **48%** à celui d'août 2010, dopé par les envois d'hydrocarbures notamment.

Ainsi, depuis janvier, le montant total des exportations colombiennes s'élève à **36,5 milliards de dollars** (+42,2%). L'objectif du gouvernement est d'atteindre les 50 milliards de dollars pour tout 2011.

Production industrielle en croissance, mais...

Sur la période janvier-juillet 2011, la production industrielle nationale a connu une augmentation interannuelle de **4,4%**. Cependant, la croissance a été supérieure lors de la période janvier-juillet 2010 (+5,8%).

De même, en juillet et sur 12 mois, le taux de croissance de la production industrielle réelle hors industrie caféière a été de **4,3%**, contre un taux de 2,9% en juillet 2010 sur 12 mois.

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 112,3M d'hab.

Densité de population 57,17 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		1 021,3	1 059,1	1 101,5
PIB (Δ %)		5,5	3,7	4,0
PIB/hab. (\$)		9 094	9 431	9 809
Taux d'intérêt court* (%)		4,6	4,5	Nd
Taux d'inflation (Δ %)		4,4	3,6	3,5
Taux de chômage* (%)		5,7	5,7	Nd
Solde commercial (Md\$)		-3,12	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		110,5	137,0	Nd
Dettes extérieures* (Md\$)		46,2	46,2	Nd
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	12,35	Nd	
	/EUR	16,39	Nd	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Ralentissement des exportations en août

Selon les statistiques officielles de l'INEGI, le montant des exportations du pays pour le mois d'août 2011 s'est élevé à **31,5 milliards de dollars**, montant en hausse interannuelle de 17%, plus faible que celui du mois de juillet (+19,4%).

Plus en détail, les exportations hors-pétrole se sont chiffrées à 26,5 milliards de dollars (+13,4%) et les exportations pétrolières à 12 milliards de dollars (+41,4%).

Zoom sur l'efficacité des achats publics des États

L'Institut mexicain pour la compétitivité (IMCO) a classé les États du pays sur le critère de l'efficacité de leur législation locale concernant l'achat public de biens et services (appels d'offres, etc.).

Les premiers de la classe selon l'IMCO sont le District fédéral-ville de Mexico (indice de 70,7 sur 100), le Sinaloa (61/100), la Basse-Californie (56,1/100) et l'État de Mexico (54,9/100).

En queue de classement se trouvent les États de Guerrero (23,2/100), Yucatán (30,5/100) et Jalisco (32,9/100), où la corruption affecte significativement les procédures d'achats publics de biens et services.

PS : chaque année, les États mexicains dépensent 60 milliards de pesos, soit **4,5 milliards de dollars**, en achats de biens et services.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,5M d'hab.

Densité de population 19,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État José Alberto Mujica Cordano (2010-2015)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2010	2011 (est.)	2012 ^P
PIB (Md\$)		34,2	36,2	37,6
PIB (Δ %)		8,5	6,0	4,0
PIB/hab. (\$)		9 771	10 343	10 743
Taux d'intérêt court* (Δ %)		6,25	8,0	Nd
Taux d'inflation (%)		6,9	7,5	7,0
Taux de chômage* (%)		6,2	6,2	Nd
Solde commercial (Md\$)		-0,18	Nd	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		8,0	8,0	Nd
Dettes extérieures* (Md\$)		12,4	12,4	Nd
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	20,10	Nd	
	/EUR	25,76	Nd	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Croissance trimestrielle moins forte

En avril-juin derniers, la Banque centrale a annoncé que le taux de croissance trimestriel interannuel était de **0,5%**, contre 2,1% pour le trimestre précédent. Cependant, ce taux est supérieur de 4,5 points à celui d'avril-juin 2010.

PS : durant le trimestre, le secteur de l'électricité-gaz-eau a vu son PIB croître de **43,4%**.

Pouvoir d'achat de nouveau en hausse

Après quatre mois consécutifs de baisse, le pouvoir d'achat des uruguayens calculé par les statistiques officielles de l'INE a connu une augmentation de 2% en juillet dernier, une tendance due en particulier à un réajustement des salaires en juin.

Par ailleurs, le salaire moyen réel a baissé à Montevideo (-0,2%) tandis qu'il s'élevait de 2,3% en province.